

**MÉMOIRE AUX COMITÉS DE LA  
CHAMBRE DES COMMUNES  
SUR LA RÉFORME DES SUBVENTIONS AUX  
COMBUSTIBLES FOSSILES**

PROGRAMME DES NATIONS UNIES  
POUR L'ENVIRONNEMENT

UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAM



## **Recommandations :**

- Recommandation 1 : Que le gouvernement fasse rapport aux niveaux fédéral et provincial sur l'indicateur ODD 12.c.1 concernant la mesure des subventions aux combustibles fossiles dans le cadre du processus de déclaration des objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, afin d'assurer une surveillance exacte et transparente des subventions existantes.
- Recommandation 2 : Que le gouvernement effectue une analyse des dépenses budgétaires annuelles pour estimer à un niveau désagrégé la part des dépenses allouées aux secteurs verts et non verts, en mettant l'accent sur les industries des combustibles fossiles.
- Recommandation 3 : Que le gouvernement élabore une stratégie de communication et une feuille de route pour une réforme des subventions aux combustibles fossiles, en tirant des leçons des expériences réussies de réforme dans d'autres pays.
- Recommandation 4 : Que le gouvernement accorde la priorité aux dépenses budgétaires qui appuient la relance verte et investisse dans des solutions à faibles émissions de carbone à long terme, plutôt que dans des dépenses non durables à court terme pour subventionner les combustibles fossiles.

## **Messages clés :**

- En 2021, les gouvernements ont dépensé 423 milliards de dollars pour subventionner la production et la consommation de combustibles fossiles<sup>1</sup>. Pour mettre les choses en perspective, lorsqu'on fait le suivi des dépenses publiques de 87 pays pendant la pandémie, les dépenses pour la relance verte ne représentent que 970 milliards de dollars américains sur les dépenses totales de 18,16 billions de dollars américains<sup>2</sup>.
- La réforme de ces subventions est essentielle pour résoudre la triple crise planétaire, soit le climat, la nature et la pollution, de manière holistique et inclusive et pour soutenir le financement de la relance verte et des ODD.
- Tout d'abord, en ce qui concerne le climat, près de 60 % du pétrole et du méthane fossile et 90 % du charbon doivent rester inexploités pour respecter un bilan de carbone de 1,5 °C<sup>3</sup>.
- La réforme des subventions aux combustibles fossiles est un élément clé pour atteindre l'objectif international de limiter le réchauffement planétaire à moins de 2 °C<sup>4</sup>.
- Les subventions aux combustibles fossiles sont l'un des plus grands obstacles à la transition vers les énergies renouvelables (84 % de l'énergie mondiale provient toujours des combustibles fossiles)<sup>5</sup>.
- Mais le changement est possible : Au moins 53 pays ont réformé leurs subventions aux combustibles fossiles entre 2015 et 2020<sup>6</sup>. La réforme des subventions aux combustibles fossiles est incluse dans 14 contributions déterminées au niveau national<sup>7</sup>.

La réforme des subventions aux combustibles fossiles est essentielle pour résoudre la triple crise planétaire, soit le climat, la nature et la pollution, d'une manière holistique et inclusive.

- La pollution atmosphérique est la cause d'un décès sur neuf chaque année et représente le plus grand risque pour la santé des gens dans le monde<sup>8</sup>.
- L'élimination des subventions aux combustibles fossiles combinée à la taxation des combustibles fossiles pourrait réduire de plus de la moitié les décès prématurés causés par la pollution atmosphérique<sup>9</sup>.
- Les subventions aux combustibles fossiles non ciblées favorisent le gaspillage et exacerbent la pollution environnementale<sup>10</sup>.

---

<sup>1</sup> Kurukulasuriya, Pradeep, « Réformer les subventions aux combustibles fossiles pourrait limiter le changement climatique tout en luttant contre les inégalités. Voici comment », *PNUD*, 3 novembre 2021, <https://www.undp.org/fr/blog/reformer-les-subventions-aux-combustibles-fossiles-pourrait-limiter-le-changement-climatique>.

<sup>2</sup> « [Reconstruisons-nous en mieux?](#) » *PNUE*, 2021.

<sup>3</sup> Welsby, D., Price, J., Pye, S. *et coll.*. « Unextractable fossil fuels in a 1.5 °C world. » *Nature* **597**, 230–234 (2021). <https://doi.org/10.1038/s41586-021-03821-8>.

<sup>4</sup> « World Energy Outlook 2015 », *AIE*, novembre 2015.

<sup>5</sup> Hannah Ritchie et Max Roser (2020), « [Energy](#) ». Publié en ligne à l'adresse OurWorldInData.org. Tiré de : 'https://ourworldindata.org/energy'

<sup>8</sup> « A Special Report On Global Exposure To Air Pollution And Its Health Impacts », *State of Global Air*, 2020.

<sup>9</sup> Coady, David et coll., « The Unequal Benefits of Fuel Subsidies Revisited: Evidence for Developing Countries », *FMI* (document de travail), novembre 2015.

<sup>10</sup> Solarin, S. A., « Towards Sustainable Development in Developing Countries: Aggregate and Disaggregate Analysis of Energy Intensity and the Role of Fossil Fuel Subsidies », *Sustainable Production and Consumption*, 24 (2020), 254-265. <https://doi.org/10.1016/j.spc.2020.07.011>.

- Sur le front de la nature, l'extraction de combustibles fossiles contamine l'eau et le sol, détruit les arbres et la végétation, et augmente la fréquence des coulées de boue, des glissements de terrain et des crues subites.
- Une étude montre qu'une augmentation de 10 % des subventions aux combustibles fossiles par habitant augmente leur empreinte écologique de 0,3 % à 1,5 %<sup>11</sup>.
- Le transfert des risques environnementaux aux gouvernements, comme le déclassement des installations et la décontamination des sites, constitue une subvention indirecte aux combustibles fossiles<sup>12</sup>.
- La réforme des subventions aux combustibles fossiles peut également soutenir le financement de la relance verte et des ODD.
- À l'échelle mondiale, les pays font face à de très graves contraintes budgétaires pour simultanément réagir à la pandémie, renforcer la résilience aux changements climatiques et revenir sur la bonne voie pour atteindre les ODD au cours de cette décennie d'action. La dette nette des gouvernements en proportion du PIB est passée de 75 % à 90 % de 2019 à 2021 dans les économies avancées, de 39 % à 45 % dans les économies émergentes<sup>13</sup>.
- Cependant, lorsqu'on examine les affectations du budget de l'énergie dans les programmes de relance, sur les 34 grandes économies et les huit banques multilatérales de développement, 40 % des affectations sont allées aux secteurs à forte intensité de combustibles fossiles<sup>14</sup>.
- Selon le FMI, le multiplicateur économique de la relance verte par rapport au statu quo est sept fois plus élevé<sup>15</sup>. Les gouvernements doivent accorder la priorité aux dépenses budgétaires qui appuient la relance verte et investir dans des solutions à faibles émissions de carbone à long terme, plutôt que dans des dépenses non durables à court terme pour subventionner les combustibles fossiles.
- La réforme des subventions aux combustibles fossiles représente une source potentielle importante d'investissements sociaux et verts. Seulement 10 % à 30 % des subventions mondiales aux combustibles fossiles pourraient financer une transition vers l'énergie propre à l'échelle mondiale<sup>16</sup>.
- La réforme des subventions aux combustibles fossiles serait la plus efficace si elle était mise en œuvre en conjonction avec la taxation de l'énergie produite à l'aide de combustibles fossiles. Les investissements dans la technologie et l'infrastructure à faibles émissions de carbone peuvent également être stimulés par des instruments supplémentaires et des initiatives de tarification du carbone, comme les taxes sur le carbone et les systèmes d'échange de droits d'émission.
- La première étape de la réforme des subventions aux combustibles fossiles consiste à améliorer la transparence en mesurant les subventions et en suivant les progrès. Les ODD comprennent la rationalisation d'ici 2030 des subventions inefficaces aux combustibles fossiles qui encouragent le gaspillage en éliminant les distorsions du marché (ODD 12.c.1).

---

<sup>11</sup> Solarin, S.A., « An environmental impact assessment of fossil fuel subsidies in emerging and developing economies », *Environmental Impact Assessment Review*, volume 85, novembre 2020. <https://doi.org/10.1016/j.eiar.2020.106443>

<sup>12</sup> « [Measuring Fossil Fuel Subsidies in the Context of the Sustainable Development Goals](#) », PNUF, 2019.

<sup>13</sup> « Moniteur des finances publiques – Renforcer la crédibilité des finances publiques, octobre 2021 », FMI, 2021

<sup>14</sup> Pour obtenir des données, consultez le site <https://www.energypolicytracker.org/>

<sup>15</sup> Batini et coll. « [Building Back Better: How Big Are Green Spending Multipliers?](#) », FMI, 2021

<sup>16</sup> « [Reforming Subsidies Could Help Pay for a Clean Energy Revolution: Report](#) », IISD, juin 2019.

- À titre d'indicateur, l'ODD 12.c.1 fournit une orientation pour mesurer le « **montant des subventions aux combustibles fossiles par unité de PIB (production et consommation) et en proportion des dépenses nationales totales consacrées à ces combustibles** ».
- L'ODD 12.c.1 permettra un suivi complet des tendances en matière de consommation et de production de subventions et servira de guide pour les interventions énergétiques qui renforcent le Programme 2030.
- Le PNUE, à titre d'organisme gardien de cet indicateur, est chargé de fournir des conseils aux pays membres de l'ONU sur la façon de rendre compte de cet indicateur. Des directives générales sur la façon de mesurer les subventions aux combustibles fossiles, y compris la définition et les types recommandés de subventions à déclarer, sont fournies dans le rapport du PNUE sur la mesure des subventions aux combustibles fossiles dans le contexte des objectifs de développement durable<sup>17</sup>.
- À l'échelle mondiale, les pays prennent de plus en plus de mesures pour réformer les subventions aux combustibles fossiles. Entre 2015 et 2020, au moins 53 pays ont réformé leurs subventions aux combustibles fossiles<sup>18</sup>. La réforme des subventions aux combustibles fossiles est également incluse dans 14 contributions déterminées au niveau national<sup>19</sup>.
- Dans l'ensemble, les succès et les échecs des réformes passées des subventions illustrent les complexités économiques et politiques et soulignent la nécessité de réformes adaptées et conçues de manière efficace.
- Le contexte actuel de hausse rapide des prix de l'énergie rend d'autant plus difficile, sur le plan politique, la suppression des subventions par les gouvernements. Cependant, il est important de noter que le fardeau budgétaire qu'elles représentent est également en train de s'alourdir, et les pays qui ne s'attaquent pas à la question dès le départ en paieront le prix.

#### **Résumé des recommandations :**

- Recommandation 1 : Que le gouvernement fasse rapport aux niveaux fédéral et provincial sur l'indicateur ODD 12.c.1 concernant la mesure des subventions aux combustibles fossiles dans le cadre du processus de déclaration des objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, afin d'assurer une surveillance exacte et transparente des subventions existantes.
- Recommandation 2 : Que le gouvernement effectue une analyse des dépenses budgétaires annuelles pour estimer à un niveau désagrégé la part des dépenses allouées aux secteurs verts et non verts, en mettant l'accent sur les industries des combustibles fossiles.
- Recommandation 3 : Que le gouvernement élabore une stratégie de communication et une feuille de route pour une réforme des subventions aux combustibles fossiles, en tirant des leçons des expériences réussies de réforme dans d'autres pays.
- Recommandation 4 : Que le gouvernement accorde la priorité aux dépenses budgétaires qui appuient la relance verte et investisse dans des solutions à faibles émissions de carbone à long terme, plutôt que dans des dépenses non durables à court terme pour subventionner les combustibles fossiles.

<sup>17</sup> « Measuring Fossil Fuel Subsidies in the Context of Sustainable Development Goals » PNUE, 2019.

<sup>18</sup> Sanchez, Lourdes et coll., « 53 Ways to Reform Fossil Fuel Consumer Subsidies and Pricing », IISD, 19 août 2020.

<sup>19</sup> « Measuring Fossil Fuel Subsidies in the Context of the Sustainable Development Goals », PNUE, 2019.

**À propos du PNUE :**

Depuis sa création en 1972, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) est l'autorité mondiale qui établit le programme environnemental, favorise la mise en œuvre cohérente de la dimension environnementale du développement durable au sein du système des Nations Unies et fait autorité en tant que défenseur de l'environnement mondial.

La mission du PNUE est d'assurer un leadership et d'encourager les partenariats pour protéger l'environnement en inspirant, en informant et en habilitant les nations et les peuples à améliorer leur qualité de vie sans compromettre celle des générations futures.

La Division de l'économie offre des solutions aux décideurs économiques et aide à modifier le contexte commercial en offrant des plateformes de dialogue et de coopération, des options stratégiques novatrices, des projets pilotes et des mécanismes de marché créatifs.